

Chroniques bibliographiques



LE CERCLE TURGOT

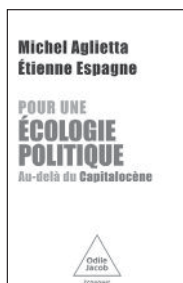
<https://cercle-turgot.org/#>



Un ouvrage... plusieurs avis

Avec le concours des experts et lecteurs de notre partenaire le Cercle Turgot

POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE AU-DELÀ DU CAPITALOCÈNE



Michel Aglietta,
Étienne Espagne, Ed Odile
Jacob, février 2024, 457
pages

**La chronique
de Dominique
Chesneau**

La quatrième page de couverture commence par la phrase : « l'expansion du capitalisme est fondée sur l'exploitation de la nature comme un don gratuit ».

Le sujet est donc posé ; toutefois il ne faudrait pas considérer que « tout est dit ». L'analyse des auteurs est assez fine et les recommandations ne sont que des suggestions suivies de nombreuses questions ouvertes. Un travail de réflexion qui mérite donc d'être lu afin de confronter des idées ou de renforcer une culture existante.

Ce livre commence par montrer comment les procédés d'accumulation du capital ont bouleversé les équilibres écologiques et les moyens de subsistance des sociétés, sans pour autant porter de jugement de valeur sur des époques au cours desquelles, on comprend que le sujet des ressources n'était pas pertinent. Le livre examine ensuite ce que pourrait être une écologie

politique au-delà du « Capitalocène ». Quels en seraient les principes de régulation ? Comment valoriser le climat et la biodiversité ? Comment restaurer les biens communs ?

Ces questions ne sont pas traitées de façon idéologique, comme souvent, mais propose des solutions pratiques visant à donner aux sociétés les moyens de réussir ces transitions. L'écologie est politique car les éléments financiers ne sont pas seuls à devoir être pris en compte : rôle des régulateurs et superviseurs (FMI, Banques de développement, Agences de notation, etc.), changement culturels dans le management des entreprises (missions, objectifs, intégration de toutes les parties prenantes, etc.), retour à des politiques industrielles volontaristes, planifications nationales et surtout supra nationales...

Si le rappel de limites finies des ressources de la planète est présent, il n'y a pas d'apologie de la décroissance comme c'est le cas dans de nombreux programmes d'écologie politique.

Le point final majeur est celui de la tragédie des horizons ; et pour traiter ce sujet, l'inclusivité et la conviction sont des éléments majeurs. Mais, comme il y a urgence, la mise en place ou le renforcement et le déploiement d'un corpus normatif fort sont nécessaires.

Et apparaissent les questions pratiques. « À l'échelle mondiale, cela implique un dialogue des cultures, or la géopolitique actuelle crée une menace renforcée de guerre de civilisations ». Il faudra que « le collectif devienne prépondérant sur l'hubris individuelle rendant caduque la logique du capitalisme ».

La chronique de Jean-Jacques Pluchart

Le nouvel ouvrage de Michel Aglietta, rédigé avec Étienne Espagne, nous livre les réflexions d'un économiste et d'un climatologue prestigieux sur la transition écologique. Leur projet est particulièrement ambitieux car ils se livrent à un exercice « d'écologie politique globale » impliquant des approches à la fois technologique, économique et institutionnelle, mais aussi historique et géopolitique, de « la viabilité écologique des grands systèmes socio-économiques ». Ils sondent ainsi les « fondements anthropologiques de la dette écologique », en analysant les contraintes des cycles du carbone, de l'azote, de l'eau..., et en s'interrogeant notamment sur la meilleure façon de décarboner le mix énergétique. Ils constatent qu'à des degrés divers, tous les systèmes productifs et sociaux de l'histoire de l'humanité ont contribué à dégrader l'environnement de la planète et ont été confrontés à des « crises de régulation ».

Les auteurs parlent de « tragédie des communs » face à l'avènement de l'économie de marché comme « solution ultime du problème environnemental ». Ils critiquent la logique « d'appropriation gratuite de la nature » qui sous-tend le « capitalisme fossile basé sur les étalons charbon et pétrole ». Ils observent la dynamique historique de l'accumulation du capital et doutent de la viabilité écologique du « capitalocène » ou système économique et organisation sociale basés sur les diverses formes de capitalisme néolibéral. Ils revisitent la « civilisation écologique

chinoise », le « *green new deal* » et l'*Inflation Reduction Act* (IRA) américains, le *green new deal* et la réaction européenne à l'IRA. Ils jugent les chaînes de production actuelles trop étirées et préconisent une « réindustrialisation ciblée et verte » des territoires. Ils évaluent les effets négatifs de la fragmentation géopolitique actuelle, aggravée par les dernières crises et la guerre en Ukraine.

Les auteurs soulèvent surtout le problème de l'inadaptation des systèmes monétaire et financier actuels, hérités du consensus de Washington, au financement des transitions énergétique et écologique. Ils qualifient de « tragédie des horizons » le hiatus fondamental entre le court-termisme des marchés financiers et le long-termisme de l'économie publique. Ils prônent une planification écologique impliquant à la fois plus de coopération internationale, avec une restauration du FMI comme prêteur en dernier ressort et un développement des systèmes de paiement et de crédit basés à la fois sur des DTS, ainsi que le développement des monnaies locales et digitales, dédiées notamment au financement de « projets verts ». Ils érigent la Caisse française des Dépôts et Consignations en modèle de financeur et les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) en modèle de gouvernance des entreprises productives. L'ouvrage est à la fois très conceptualisé et documenté. Sa lecture exigeante ouvre de nouvelles perspectives sur une des grandes problématiques contemporaines.

Michel Aglietta est professeur émérite de l'Université Paris Nanterre (voir hommage sur clubturgot.com), et Étienne Espagne est économiste du climat à la Banque Mondiale.

LE CAPITAL QUE JE NE SUIS PAS. METTRE L'ÉCONOMIE ET LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'AVENIR,



Anne Alombert,
Gaël Giraud, Fayard, 2024,
196 pages.

**La chronique
de Jean-Jacques
Pluchart**

L'ouvrage se présente
sous la forme d'une

méta-analyse de la portée et des limites de l'Intelligence artificielle (notamment générative) et de l'économie numérique (ou plutôt numérisée), à partir des principaux ouvrages et articles qui leur sont consacrés. Les auteurs proposent une troisième voie entre un « laisser faire- laisser passer » de l'innovation digitale – le progrès technique étant jugé inéluctable – et une forme autoritaire de « techno- féodalisme » asservissant l'homme à l'IA. Ils considèrent que la première approche creusera les fractures sociales et que la seconde conduira à un transhumanisme. Dans les deux cas, l'avenir de l'humanité reposera sur des prophéties auto- réalisatrices (la valeur des ressources étant déduites d'hypothèses arbitraires de croissance et d'actualisation) et ouvrira un « nouvel âge des ténèbres ». Leur réflexion repose sur une remarquable analyse des différents modèles de capitalisation des réserves naturelles et des savoirs humains. Ils observent notamment que les processus de capitalisation et d'actualisation des comportements des consommateurs, ont été soumis depuis les années 1950 à une « prise du réel » par la finance de marché. Ils considèrent cette pratique comme inadaptée à la capitalisation économique, symbolique et politique des « biens communs » (au sens d'Ostrom), car elle est fondée sur « une grammatisation des comportements, des calculs prédictifs, une vaste collecte de données rétrospectives et la performativité d'algorithmes ». « Les expériences du passé sont transformées par l'IA générative en ressources marchandisables ». Un tel « réductionnisme de la pensée » est une nouvelle forme de « prolétarianisation » au sens de Marx. Les auteurs rappellent les théories et les pratiques de la gouvernance des entreprises et de la gouvernamentalité des États, ainsi que de l'organisation du travail, successivement taylorien, cybernétique, distribué, partagé, « augmenté » ... Ils critiquent notamment les nouveaux types de « *digital labour* » engendrés par l'IA (encodeurs, mineurs, programmeurs...) et s'interrogent sur l'avenir du travail. Ils prônent une « écologie à la fois environnementale, mentale et sociale », ainsi qu'une « technologie numérique plus décentralisée, contributive et démocratique ». Les auteurs font preuve d'une grande culture de la littérature contemporaine et d'une rare maîtrise de la *novlangue* digitale.

Anne Alombert est enseignante en philosophie contemporaine et Gaël Giraud est directeur de recherche en économie numérique au CNRS.

La chronique de Denis Molho

Il est difficile de chroniquer ce livre, tant il est riche, dense et profond. Je m'efforcerai, cependant, de résumer les idées phares de cet ouvrage. L'idée de base est que les modèles de gouvernance et de gestion des ressources pilotés par des managers rompus à des rituels exclusivement financiers et strictement séquencés tels les liasses de *quarterly reports* (reportings trimestriels) vers la maison mère conduisent à des prises de décision inadaptées aux besoins de nos sociétés. Le vice fondamental des modèles économiques classiques est qu'ils se fixent comme seul objectif, la valorisation financière d'un patrimoine. Tous les domaines de la vie économique est sociale donnent lieu à des mesures débouchant sur des exercices de valorisation financière, souvent illusoires. L'on cherche à valoriser des entreprises, des fonds de commerce, des données, des équipes de recherche, etc. Il s'agit, en fait, de financiariser tous les actes de la vie économique, sous la forme de stocks de capital fluctuant au fur et à mesure des besoins, le capital créé étant l'instrument de mesure de la performance. La méthode employée est la classique actualisation de *cash-flows futurs*, méthode hautement sensible à l'instabilité des taux d'escompte ainsi qu'à l'impossibilité fréquente de prévoir des flux de trésorerie au-delà de 2 ou 3 années, tant les marchés changent. Une autre critique de cette « tyrannie » de capitalisation de nos sociétés a trait à la financiarisation du « capital » humain ; Dans la théorie économique néo-classique, un homme doit être capitalisé en termes de suites de *cash-flows* actualisés ce qui est, à la fois contestable sur le plan éthique et constitue un frein au développement à long terme qui implique des prises de risques d'exploitation, l'apport d'intuitions, le support d'organismes publics pour financer la recherche fondamentale et la construction d'infrastructures servant le « bien commun ». Souvent, les exercices de sélection d'investissements sur la base de prévisions financières à 6-8 ans sont trompeurs et débouchent sur la prolétari-

sation de nos sociétés, sur une insatisfaction des citoyens et sur la destruction de pans entiers de nos industries. Ainsi l'auteur prend l'exemple des calculs de ROI sur longue période; les calculs sont souvent vides de sens et ne devraient pas servir de référence pour la prise de décision, en raison de l'opacité des prévisions à long terme. Une autre faiblesse majeure des modèles économiques classiques est l'insuffisante prise en compte de ce que l'auteur désigne sous le terme de « communs », c'est-à-dire d'infrastructures et de services collectifs, insérés dans un plan d'ensemble de développement sociétal, prenant mieux en compte les aspects humains en complément d'une approche purement financière qui peut être stérile voire mesquine, si elle n'est pas complétée par une vision prospective de l'évolution des besoins. En outre, les « économies externes » générées par les investissements communs peuvent être considérables, par exemple pour les investissements dans les domaines de la santé. Cet ouvrage est très riche et mérite une lecture attentive.

LE MUR ÉNERGÉTIQUE FRANÇAIS



Armand Antoine, Stock, 320 pages.

La chronique de Benoît Frayer

Antoine Armand, (éphémère Ministre des Finances), député de Haute-Savoie et

membre de la commission des Affaires économiques, ouvre son ouvrage en affirmant que la France, autrefois leader en matière énergétique, fait face aujourd'hui à un « mur » difficilement surmontable. Dès l'introduction, il souligne que cette crise, bien qu'imposante, est le résultat de trois décennies de choix politiques marqués par le court-termisme et le manque de vision stratégique. Loin de se limiter à une critique, Le Mur énergétique français propose une analyse approfondie des décisions politiques ayant conduit à cet état de fait, notamment en matière de gestion du parc nucléaire et de la transition énergétique. Armand structure son propos en trois parties

principales : un diagnostic de la situation actuelle, une critique des erreurs politiques passées, et des suggestions pour un avenir énergétique durable.

Il y détaille comment des décisions prises sous la pression des échéances électorales ont conduit à un sous-investissement dans les infrastructures énergétiques et à un retard significatif dans le développement des énergies renouvelables. Ce manque de continuité dans la politique énergétique a non seulement affaibli la position de la France, mais a également freiné la transition écologique nécessaire.

Dans sa dernière partie, Armand propose des réformes ambitieuses, telles que la modernisation du parc nucléaire et une révision en profondeur de la gouvernance énergétique. Cependant, si ces propositions sont intéressantes, certains lecteurs pourraient les juger trop théoriques et manquer de détails pratiques quant à leur mise en œuvre.

En conclusion, Le Mur énergétique français est un ouvrage indispensable pour comprendre les enjeux énergétiques actuels en France. Antoine Armand y apporte un éclairage précieux, en appelant à une action urgente pour éviter une crise énergétique majeure.

Antoine Armand, est un homme politique et haut fonctionnaire français. Membre de Renaissance, il est élu député de la 2^e circonscription de Haute-Savoie. Membre de la commission des Affaires économiques à l'Assemblée nationale

La chronique de Michel Gabe

Antoine Armand a été nommé par l'Assemblée Nationale rapporteur de la commission d'enquête sur la perte de la souveraineté énergétique de la France. Le sujet est si politique et concerne tant nos vies quotidiennes qu'il fallait que cette enquête soit accessible au grand public. La France pouvait afficher une réussite économique et industrielle : son système de production de l'électricité.

Ce livre – reflet du rapport adopté par la commission d'enquête – nous permet de comprendre ce qui s'est réellement passé. Il y a beaucoup de responsables politiques à droite par flottement, à gauche principalement les écologistes par aveuglement.

Au fil des interviews deux discours ont traversé ces trois décennies : un discours antinucléaire porté par le parti écologiste dont les fondations idéologiques inspirées des verts allemands reposent sur la lutte antinucléaire et un discours de renoncement selon lequel la France ne peut pas se réindustrialiser. Nous sommes passé d'un parc nucléaire neuf à un retard considérable dans notre capacité à assumer la transition écologique.

Les lecteurs resteront abasourdis par la désinvolture avec laquelle des dirigeants politiques et économiques ont géré notre avenir énergétique. La force et le grand intérêt de ce livre nous permet de comprendre ce qui s'est réellement passé. Ce rapport liste les six erreurs de notre politique énergétique :

- Prévisions énergétiques : avoir sous-estimé nos besoins d'électricité.
- Avoir opposé les énergies renouvelables électriques et le nucléaire dans une loi sans étude d'impact et sans fondement industriel.
- Parc nucléaire : ne pas avoir anticipé la prolongation et le renouvellement des centrales nucléaires.
- Énergies renouvelables : ne pas avoir construit plus vite des filières industrielles.
- Marché européen : avoir laissé se construire un cadre qui a fragilisé le modèle énergétique français.
- Recherche : avoir fermé Superphénix et ne pas avoir assuré le développement de la recherche sur la quatrième génération.

L'énergie a été trop longtemps considérée comme un bien de consommation forcément abondant. Cela ne sera jamais un bien comme les autres aussi la commission a formulé des propositions : porter une loi de souveraineté énergétique et écologique, aligner nos moyens sur notre ambition industrielle, refondre le cadre européen, accélérer vers la sobriété et l'efficacité énergétique, développer davantage les énergies renouvelables thermiques et viser la souveraineté électrique.

Antoine Armand a été Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de France de septembre à décembre 2024.

LES AVENTURES DE L'INFLATION



Blanqué Pascal,
Eds Calmann-Lévy,
250 pages.

La chronique de Benoît Frayer

Pascal Blanqué,
économiste reconnu
et ancien chef écono-

miste du groupe Crédit Agricole, entame son ouvrage en rappelant que l'inflation, loin d'être un simple phénomène monétaire, est profondément enracinée dans l'histoire économique et sociale. Dès les premières pages, Blanqué place l'inflation dans un contexte historique large, soulignant comment sa perception a évolué au fil des décennies, en particulier depuis les Trente Glorieuses. Les Aventures de l'Inflation n'est pas seulement un récit technique, mais une réflexion approfondie sur l'évolution des régimes économiques et financiers. Blanqué structure son propos en trois parties : d'abord, une contextualisation historique où l'inflation est perçue comme un élément toléré voire encouragé dans les périodes de croissance; ensuite, une analyse du « changement de régime » survenu dans les années 1980, où l'inflation devient un ennemi à combattre dans un contexte de mondialisation; et enfin, une exploration des possibles régimes futurs, où l'intervention publique pourrait jouer un rôle renforcé. L'auteur excelle à rendre compréhensible un sujet complexe, en liant les mécanismes économiques à des pratiques sociales et politiques plus larges. Cependant, le livre peut sembler parfois trop généraliste, notamment sur les conséquences sociales de l'inflation, qui auraient mérité une exploration plus approfondie. De plus, son style académique et les références aux concepts de « régimes » économiques pourraient dérouter les lecteurs non-initiés. Les Aventures de l'Inflation est une lecture essentielle pour ceux qui s'intéressent aux dynamiques économiques contemporaines et à l'évolution des politiques monétaires. Pascal Blanqué offre une perspective éclairée et nuancée, même si certains aspects auraient gagné à être davantage développés. Un ouvrage recommandé pour les amateurs de macroéconomie et d'his-

toire économique, avec une approche qui peut nécessiter une certaine familiarité avec les concepts avancés.

Pascal Blanqué est docteur en finance et Normalien. Il a été chef économiste du groupe Crédit Agricole puis directeur des investissements d'Amundi. Il occupe des fonctions d'investissements et de recherche dans le troisième fonds souverain au monde, Adia (Abu Dhabi Investment Authority).

La chronique de Jean-Louis Chambon

Bien qu'analysé sous toutes ses coutures par les plus brillantes écoles, de Friedmann, tenant d'une vision monétariste à, Keynes, axé sur la notion de déséquilibre offre / demande ou de Zarnowitz focalisé sur les coûts, le phénomène d'inflation garde une grande part de mystère. D'autant que la psychologie alimente le processus, l'inflation se nourrissant elle-même des anticipations d'inflation, « les prix montent parce que les gens s'attendent à ce qu'ils montent ». Il reste que le concept d'inflation, qui est souvent instrumentalisé dans les débats politiques n'est pas suffisamment compris d'un point de vue scientifique. L'inflation est aussi l'expression de choix explicites ou implicites qu'une société se fait pour elle-même, une représentation construite d'images et de mots. Les enjeux, autant que la signification qu'on lui attribue, dépassent largement la seule sphère des faits économiques. Autant d'éléments qui permettent à l'auteur d'affirmer que « l'inflation ne peut être laissée aux seuls économistes ». Avec, Les deux plans économiques et sociétaux de l'inflation sont étroitement liés, ouvrant le débat sur les préférences des sociétés et devenant de facto, politique. Aussi l'objet de cette nouvelle et exigeante parution est de montrer que le retour de l'inflation « a ramené la perspective d'un changement de régime économique et financier, ébranlant les convictions les plus établies et rebattant les cartes des vérités les plus éternelles ». L'auteur s'attache à montrer dans deux chapitres particulièrement documentés ce qu'est un régime économique et financier, comment il se met en place, vit, puis cède à un autre qui le remplace. Les « aventures » de l'inflation offrant de ce point de vue, un angle unique d'illustration de cette thèse : un régime reste l'association de pratiques

économiques et de représentations qui leur donnent sens. Mais, souligne Pascal Blanqué, en s'appuyant sur cette vision assez exceptionnelle que lui confèrent ses fonctions et son parcours d'excellence : « l'économie et le financier, comme les kaléidoscopes, proposent à l'infini des jeux de miroirs aux formes et aux couleurs changeantes. L'incertitude des choses humaines y règne en maître ». Il montre une nouvelle fois que l'économie et la finance demeurent des chemins de recherche fascinants mais que « beaucoup s'enfoncent dans la forêt pour aller nulle part et c'est leur étroitesse même qui font qu'ils sont des sentiers ». Une forme de lucidité rassurante au moment où la fragmentation du monde, un nouveau rapport au temps et à la valeur paraissent ouvrir un nouveau régime, celui de la « frag-flation » comme semble l'envisager l'auteur dans ce néologisme ?

Une parution qui s'inscrit dans la continuité de l'œuvre de recherche stimulante de Pascal Blanqué.

Pascal Blanqué, normalien, docteur en finance est un praticien et théoricien des marchés financiers. Past chef économiste du groupe Crédit Agricole et directeur des investissements de Amundi. Il est en fonction dans un des plus importants fonds souverains au monde. Auteur d'une œuvre très importante. Distingué à plusieurs reprises par d'éminents Prix.

La chronique de Jean-Jacques Pluchart

Le dernier livre de Pascal Blanqué mérite l'attention des enseignants-chercheurs, des étudiants et des observateurs éclairés de l'économie. Il répond à un des grands questionnements économiques contemporains. Il livre l'approche de l'inflation par un des rares intellectuels français ayant réussi à concilier des connaissances théoriques reconnues par de nombreux Prix, et l'expérience pratique d'un des meilleurs traders européens.

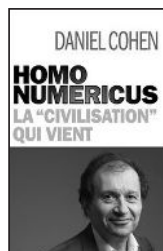
Afin de définir, d'identifier les causes et de mesurer les effets de l'inflation – ou plutôt « des inflations » des produits de consommation, des biens d'équipement et des actifs immobiliers et financiers –, Pascal Blanqué adopte une approche transversale, à la fois économique, politique et sociologique, mais aussi philosophique et psychologique.

Il dresse la généalogie des pensées – et parfois des « utopies » – des théoriciens qui ont modélisé les cycles d'inflation, de désinflation, de déflation, de stagflation, de frag-flation... Mais l'apport de son livre réside surtout dans sa distinction des différents « régimes d'inflation », marqués par des perceptions du futur différentes selon les époques et les acteurs socio-économiques. Il montre ainsi que « tout régime économique et financier repose sur trois piliers : une expression des préférences dans la société, la psychologie qui les sous-tend, les mandats donnés aux institutions qui les reflète ». Chacun de ces piliers « correspond à une certaine relation au temps dans la façon dont s'expriment les choix collectifs ». La perception du temps a des dimensions à la fois économique (l'épargne, l'investissement et l'endettement), psychologique (collective et individuelle), politique ou institutionnelle (les « choix et les mandats ») et événementielle (le « temps des horloges »). La perception de l'inflation est étroitement liée à celle du temps ; ainsi une hausse durable des prix est souvent perçue comme détruisant de la valeur, creusant les inégalités et écrasant les dettes, mais elle peut être également interprétée comme étant un facteur de croissance et un levier d'enrichissement. Pascal Blanqué est ainsi progressivement conduit à redéfinir certains concepts (comme ceux de valeur nominale ou réelle, fondamentale ou événementielle), d'épargne (productive ou improductive), de capital (permanent ou liquide), mais aussi de Sujet économique (identifié ou diffus). Il montre notamment que les investissements à long terme requis par les transitions énergétique, écologique et numérique, vont contribuer à maintenir un niveau élevé d'inflation, des déséquilibres budgétaires et des endettements publics et privés croissants. Mais cette pression sera tolérée car elle devrait répondre à un « désir profond d'inflation » de la part de la société. L'auteur montre également l'importance du langage, du texte, du narratif, dans les représentations des différentes formes d'inflation. Ce langage diffère selon les préférences des acteurs économiques, il comporte une « certaine hérédité » et évolue en fonction des crises ou des faits sociaux. En conclusion, l'auteur explore les « univers des possibles et des

scénarios » qui « laissent une probabilité sérieuse à l'avènement d'un autre régime qu'il nomme « frag-flationniste », hybridation de fragmentations multiples et de retour de l'inflation ».

Un livre d'une lecture exigeante qui ouvre de nouvelles voies de réflexion sur l'économie du futur.

HOMO NUMERICUS. LA « CIVILISATION » QUI VIENT



Daniel Cohen Albin Michel.
234 pages.

*La chronique de
Renzo Borsato*

L'auteur analyse les divers états par lesquels la civilisation est passée. Il enjambe avec facilité

les milliers d'années. Et d'évoquer nos chers « chasseurs-cueilleurs », les sociétés agraires entre autres. Pour à la fin de la séquence en arriver à l'« homo numericus ». Notre société actuelle a contribué à la désindustrialisation du pays : les tâches les plus simples et délocalisables se sont trouvées transportées dans des pays où leur coût de production était moindre. De ce fait, la classe moyenne s'est sentie exclue de la société, perdant son rôle historique en tant qu'acteur à part entière de l'activité économique. Les bas salaires ont décroché par rapport à ceux des salariés plus qualifiés. C'est ce qui explique notamment la révolte récente des gilets jaunes : des salariés rejetés vers les grandes banlieues où le logement est plus abordable, mais éloignés des centres économiques. Que penser de l'essor des activités numériques ? Elles contribuent certes à une nouvelle révolution impactant fortement la société tout entière. Mais que constate-t-on ? L'apparition des réseaux sociaux conduit les personnes à des états de solitude, sans véritable communication entre les divers groupes. Les informations qui circulent sont souvent fausses et alimentent les forums avec des idées qui font plaisir à ceux qui les consultent, sans vraiment rechercher la contradiction. C'est un stade d'appauvrissement intellectuel catastrophique. Comme l'écrit l'auteur, la société numérique « met sous tutelle un

individu qu'elle rend addictif à ses propres produits ». Il faut éviter « La fabrique du crétin digital », comme l'explique Michel Desmurget dans son livre. Il faut se rappeler l'épisode des dernières élections présidentielles aux USA : les fake news véhiculées par Trump sont restées présentes dans tous les esprits. Daniel Cohen constate que les individus veulent, à tout prix, sortir des divers types de hiérarchie. C'est une grande illusion.

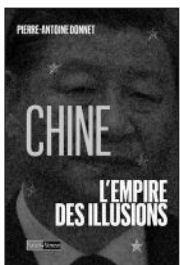
En guise de conclusion, il est favorable au retour à « des institutions inclusives luttant contre les disparités sociales ». Il ne faut pas bannir le monde d'avant et reconnaître l'utilité de tous ses acteurs : les entreprises, les syndicats, les partis politiques et les médias. Retrouver une harmonie pour le bien vivre ensemble. Tout un programme.

*La chronique
de Jean-Jacques Pluchart*

Le livre de Daniel Cohen, disparu en août 2023, ne peut laisser indifférent, car il délivre le dernier message d'un des plus grands économistes français, ancien directeur de l'École d'Économie de Paris. Esther Duflo, prix Nobel d'économie et professeure au Collège de France, qualifie l'ouvrage de « tableau magistral de l'économie, de la politique, des relations internationales en quelques coups de pinceau ». L'histoire dressée par l'auteur remonte aux chasseurs-cueilleurs de la préhistoire et aux laboureurs-éleveurs du Moyen Âge, puis à l'émergence de la révolution industrielle et à la naissance de l'homo economicus, qui baigne dans les « eaux glacées du calcul égoïste ». Il explique après Karl Marx comment « le marché est devenu le tombeau des classes laborieuses ». Il analyse le phénomène de régénération keynésienne du capitalisme après la grande dépression puis l'après-guerre. Daniel Cohen critique les processus de financiarisation et de globalisation de l'économie à partir des années 1980, qui a entraîné les montées des inégalités et de l'instabilité politique dans les pays occidentaux. Il déplore « la tyrannie de la productivité » entraînée par le culte de la croissance économique et l'avènement de « l'homo numericus », dont il redoute les effets à long terme de l'addiction des jeunes à internet, aux smartphones et aux réseaux sociaux. Il craint l'impuissance des États à maîtriser le

réchauffement climatique. Il pense que le ralentissement de la croissance mondiale ne crée des frustrations parmi les classes moyennes et engendre différentes formes de populisme. Manifeste-t-il un excès de pessimisme ou fait-il preuve de réalisme ? Lui-même s'interroge en conclusion de son livre : « il faut ressentir non pas seulement de la tristesse face au monde qui se délite mais de la joie pour celui qui est possible ». Daniel Cohen (*Normale sup Ulm en mathématiques, docteur d'État et agrégé es sciences économiques*) a été professeur d'économie à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (section mathématique), président de 2021 à 2023 de l'École d'économie de Paris (PSE) et directeur du Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP). Il fut également membre du Conseil d'analyse économique (CAE) auprès du Premier ministre entre 1997 et 2012. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont plusieurs ont été chroniqués par le club Turgot.

CHINE, L'EMPIRE DES ILLUSIONS



Pierre-Antoine Donnet,
Eds Saint-Simon, 2024,
313 pages.

**La chronique
de Jean-Louis
Chambon**

Pierre-Antoine Donnet
est un des meilleurs

experts français de l'économie et de la société chinoises. Sa observation attentive témoigne de sa grande exigence intellectuelle « *bene amat, bene castigat* ». La brillante analyse critique qu'il propose dans cette nouvelle parution s'affranchit de cette naïveté dont l'Occident a fait preuve jusqu'à présent, par méconnaissance profonde et « totalement asymétrique » à l'égard de « l'Empire du milieu ». L'auteur propose au fil des pages une démonstration fondée sur des faits documentés tendant à montrer « une autre vérité » que celle imposée par le parti communiste chinois au monde, c'est-à-dire d'une « hyperpuissance émergente » sur le point de surpasser les États-Unis.

En réalité, la Chine est devenue selon lui « l'empire du mensonge », un « gigan-

tesque village Potemkine », un « tigre de papier », dont les fragilités et les insuccès apparaissent croissants, comme les tensions sociales étouffées que l'opacité de son système politique peine à masquer. L'épuisement de sa croissance économique, l'effondrement démographique qui accentue le vieillissement structurel, la crise de l'endettement et de l'immobilier, moteur du développement, la faiblesse de sa consommation intérieure..., en attestent largement. Mais l'autre face de Janus de la Chine, c'est aussi celle d'un « paradis orwellien » ou le « Big Brother », le parti communiste a établi un monstrueux univers concentrationnaire dans lequel sévissent des millions de caméras, de logiciels de reconnaissance faciale en temps réel dans les villes et les campagnes avec des algorithmes très sophistiqués qui espionnent la population : la politique de l'enfant unique ou le « 0 Covid » sont les cruelles illustrations de ce système impitoyable qui tient dans l'ignorance les populations, des crimes politiques, des famines et autres grandes marches utopiques, et dissuadent tout esprit rebelle ou d'opposition. Si après quarante ans d'une croissance à deux chiffres qui l'ont propulsé au deuxième rang de la puissance mondiale, la Chine paraît engagée sur une pente récessive, si elle n'est plus la puissance qu'elle prétend être, si la situation intérieure se dégrade, il n'en demeure pas moins que son empreinte sur le monde reste très actuelle. Sa « puissance discursive » comme le souligne le préfacier Paul Charon, sa capacité à bousculer l'ordre établi, à « subvertir nos sociétés, nos valeurs et nos institutions, l'érigent sans doute en principal défi du monde occidental ». Dans cette perspective, une de nos grandes faiblesses tient à une relation de connaissance totalement asymétrique : d'un côté, une connaissance fine par la Chine de la pensée occidentale et de l'autre, une faible compréhension du monde des idées chinois, entravée largement par des barrières de tous types érigées par le régime.

Tout le mérite de Pierre Antoine Donnet, dans cette nouvelle et lumineuse parution, est d'apporter une contribution essentielle et des clefs de lecture du jeu et des risques que fait courir au monde libre l'absolutisme chinois, en faisant prospérer son « empire des illusions ».

Pierre-Antoine Donnet, ancien rédacteur en chef central de l'Agence France-Presse et correspondant à Pékin, Tokyo et New York, est un expert reconnu de la Chine.

La chronique de Michel Gabet

Dans son nouvel ouvrage, l'auteur – qui est une fin connaisseur de la Chine – nous en livre une photographie édifiante. Grisé par son ascension économique foudroyante, son régime politique actuel la pensait à tort invincible. Les depuis trois ans ces ambitions sont contrariées. Mais notre retard de connaissances sur la situation de la Chine est colossal. La réalité objective fait que la Chine doit affronter des défis multiples et graves qui réduiront ses ambitions, l'avenir géopolitique et économique qui se dessine n'est pas celui que l'on croit, le temps où la Chine parvenait à répandre en occident la mystification d'un pays paisible et puissant est peut-être révolu. L'auteur – qui a vécu en Chine et a des liens fort avec les Chinois – fait bien la distinction entre le peuple pris en otage et le régime communiste actuel qui le dirige. La Chine populaire a toujours écarté l'idée de faire siennes les valeurs universelles de démocratie et de droits humains qui pour son régime constituent le poison et le danger absolu, au point qu'il n'y a ni multipartisme, ni suffrage universel ni pluralité de débat public ni justice indépendante et ni presse libre. Elle a mis en place une répression systématique de ceux qui s'y opposent. Le monde découvre l'ampleur de l'espionnage chinois et grâce à Tik Tok qui offre au parti communiste chinois trois armes numériques que sont le captage des données, l'identification des algorithmes et le décryptage des logiciels qui lui permette des opérations d'influence en occident afin de modeler les croyances et les préférences personnelles des utilisateurs. L'occident se réveille peu à peu face aux réalités de la Chine communiste et comprend qu'il s'est lourdement trompé, la Chine est un géant économique qui conquiert des marchés les uns après les autres. Il est encore temps de redresser la barre. La Chine ne sera sans doute jamais la première économie du monde, le mythe est en train de tomber, la dette publique et privée dépasse les 250 % du PIB en 2021 et est aux alentours de 300 % à la mi-2023. La démographie est en chute libre – conséquence de la

politique de l'enfant unique. Et l'idéologie a pris le dessus sur l'économie. Cela a pour conséquence que le mirage d'une chine « *eldorado des affaires* » s'efface et son agressivité dégrade son image à toute vitesse, ce qui augmente son isolement. La chine se trouve à un moment de bascule : soit le parti communiste remet l'économie au cœur de ses priorités ce qui limiterait les dégâts – car les contrats sociaux passés avec la population sont rompus – soit il continue de favoriser la sécurité et la stabilité à tout prix ce qui aura pour conséquence un repli du pays sur lui-même. Le régime communiste est confronté aux défis les plus graves depuis son arrivée au pouvoir en 1949. Outre les difficultés économiques croissantes, l'espoir qu'avait suscité l'élan révolutionnaire est depuis longtemps terminé et le doute s'installe peu à peu dans les esprits de la jeunesse. La question sociale s'installe au premier plan dans le paysage chinois. En outre l'image de la chine s'érode rapidement chez nombre de ses partenaires et s'effondre en occident. *Pierre Antoine Donnet Lauréat du Prix TURGOT-DFCG 2021 des directeurs financiers est l'ancien rédacteur central de l'AFP après en avoir été le correspondant à Pékin et New York*

LE DÉNI DE LA DETTE

LAURE
QUENNOUELLE-
CORRE

Le déni
de la dette
Une histoire
française

Flammarion

Laure Quennouelle-Corre,
Éditions Flammarion,
avril 2024, 335 pages

La chronique de Michel Gabet

L'auteure veut nous interpeller sur le fait que la dette publique ne s'est pas invitée dans le débat en France comme cela a été le cas en Grande Bretagne ou en Allemagne. Comment en est-on arrivé à ce rapport tantôt irrationnel, nié ou dramatisé ? Après avoir financé la guerre de 1914-1918, le Bon du Trésor s'invite dans les foyers et déjà des voix s'élèvent pour constater combien l'éducation financière du public est insuffisante. Le manque de consentement à l'impôt qui sévit en France empêche toute solution d'épargne forcée comme en Grande-Bretagne, la dette

publique devient un mode de financement pérenne et discret des dépenses de l'état. Après la deuxième guerre mondiale la France n'a pas fait le choix de la rigueur et de l'austérité mais a décidé de régler ses dettes de guerre par l'inflation et la dévaluation du franc. La période 1959-1973 a vu le retour à une doctrine plus orthodoxe qui a été qualifiée de décennie vertueuse, l'équilibre du budget étant redevenu la priorité. Après le choc pétrolier de 1973 un système d'assistance sociale généralisé financé directement par l'état est mis en place pour répondre à l'inquiétude de l'opinion publique plus soucieuse du chômage et de son pouvoir d'achat que du déficit budgétaire. Les émissions d'emprunts d'État sont réservées aux professionnels ce qui a pour conséquence de rendre la dette publique « invisible ». Depuis 1975, le budget de la France n'a plus jamais été en équilibre et son déficit est surtout financé par des emprunts. Le mot dette n'était pas utilisé et se confondait avec celui de déficit budgétaire. La mise en place de l'Euro oblige la France à être plus vertueuse, le thème de la dette entre de plus en plus fréquemment dans le débat public. Forte de son poids politique et économique la France peut être moins vertueuse que d'autres pays de la zone euro. En 2006 la publication du rapport de la commission Pébereau « *Rompre avec la facilité de la dette publique* » met en avant le manque de productivité de l'État, la prolifération d'acteurs et d'instruments inefficaces et surtout la facilité d'endettement de la France sur les marchés financiers ce qui a joué un rôle anesthésiant, recevra un véritable écho auprès des médias et des politiques. Après la crise des dettes souveraines de 2010 la dette s'affirme dans le débat public et se politise. Pourtant la dette joue un rôle majeur dans l'équilibre des comptes publics et par ricochet dans le niveau de vie de la population. Depuis la pandémie et « le quoi qu'il en coûte » qui a rendu inaudible le discours sur le sérieux budgétaire, la dette publique devient un sujet de préoccupation. La cour des comptes a lancé un appel avant le vote du budget 2024 : « *si on ne fait rien, l'explosion de la dette va paralyser l'action publique* ». Le dévoiement de la dette à des fins politiques empêche un vrai débat démocratique sur ses enjeux sociaux. La fracture sociale se double d'une fracture entre les

générations qui empêche tout consensus. C'est un enjeu collectif et politique décisif qui doit recevoir une réponse rapidement.

La chronique de Jean-Jacques Pluchart

L'auteure traite un sujet incompris ou ignoré des Français bien que fondamental : la montée de la dette publique française. Elle rappelle le traumatisme de la banqueroute de Law (1720), l'addiction des Français aux bons du Trésor au XIX^e siècle, leur élan patriotique pour les emprunts de guerre, leurs contributions financières aux reconstructions du pays, puis l'ouverture des émissions d'obligations aux souscripteurs étrangers et le développement d'une « culture française de la dette ». Elle observe que cette dernière s'accompagne d'un « déni » d'une dette qui n'est pratiquement jamais évoquée dans les campagnes électorales. Elle rappelle que la dette est un indicateur de l'impuissance de l'État à réduire les dépenses publiques, en raison de l'attachement des Français à leur couverture sociale et à des services publics incapables de se moderniser, ainsi qu'au pouvoir des partenaires sociaux et au caractère apparemment « indolore » de l'endettement. Le citoyen-consommateur est confronté à la « tragédie des horizons », car il est partagé entre son devoir de préserver les générations futures et son goût pour « l'ici-et-maintenant ». La dette est une source de conflit entre générations mais aussi, entre les conservateurs attachés à la « règle d'or » et aux « grands équilibres », et les populistes à la fois hédonistes et redistributeurs. L'auteure avertit l'opinion publique des dangers d'un endettement excessif : la charge d'intérêts stérile pèse sur les dépenses utiles ; la France devient dépendante de ses créanciers étrangers ; elle est de plus en plus vulnérable aux marchés financiers et aux crises ; l'État – et donc les Français – s'accoutument à « vivre à crédit ». Les lecteurs regretteront toutefois que l'auteur approfondisse insuffisamment les comparaisons entre les cultures nationales et surtout, entre les groupes sociaux français.

L'ouvrage est remarquablement structuré, documenté et rédigé.

Laure Quennouelle-Corre est historienne de l'économie et directrice de recherche au CNRS.